



POLITIQUE ANALYSE

## Pourquoi le gouvernement et le RN alimentent « la haine des fonctionnaires »

**Pour faire des économies, Michel Barnier envisage plusieurs mesures touchant directement les agents de la fonction publique. Un livre collectif, « La Haine des fonctionnaires », dénonce les stéréotypes mensongers sur ces agents.**

Yannis Angles - 2 novembre 2024 à 18h41

« **P**rendre ses responsabilités », « mesure d'économie », « pour les Français », « une réforme nécessaire », « au nom de l'intérêt général », « absentéisme » : le gouvernement de Michel Barnier a ressorti les éléments de langage chéris par le président Emmanuel Macron lorsqu'il s'agit de diminuer les droits sociaux. Après la réforme des retraites, ils visent cette fois les fonctionnaires dans le cadre du projet de loi de finances en discussion à l'Assemblée.

Deux mesures sont mises sur la table : l'allongement du délai de « carence » en cas d'arrêt maladie et la réduction de 100 à 90 % pendant trois mois du traitement perçu en cas d'arrêt maladie.

Le livre *La Haine des fonctionnaires* (édition Amsterdam) sorti à la rentrée dernière, et signé Julie Gervais, Claire Lemerrier et Willy Pelletier, s'intéresse précisément à cette question des clichés qui collent à la peau des fonctionnaires, dont les arrêts maladie.

« *Les fonctionnaires ne sont pas plus en arrêt maladie que dans le privé, c'est une fausse information* », explique un des coauteurs du livre, Willy Pelletier, auprès de Mediapart. « *Si on veut comparer, il faut le faire correctement : il faut comparer à métiers identiques dans le privé et dans le public. Sinon cela n'a aucun sens* », ajoute le sociologue.

En utilisant sa propre méthode de calcul, il obtient des chiffres qui contredisent le discours du ministre de la fonction publique Guillaume Kasbarian : « *L'absentéisme est à peu près équivalent entre le privé et le public.* » Ce qui lui fait dire que le ministre utilise des chiffres biaisés, qui ne sont « *qu'une communication façon agit-prop ultralibérale, de la pure propagande pour faire accepter sa réforme* ».

Dans le livre, les autrices et l'auteur ont pu constater qu'en utilisant les données de l'année 2019, certaines catégories de fonctionnaires – il y a trois fonctions publiques (territoriale, d'État, hospitalière) – sont même parfois moins en arrêt maladie que les salarié·es du privé. Selon eux, « *5,2 % des fonctionnaires, contre 4,4 % des salariés du privé, ont eu [en 2019] recours aux arrêts maladie* ». Et de démontrer que pour « *les fonctionnaires d'État, le pourcentage est [...] inférieur au privé : seulement 3,6 %* ».

On parle de chiffres et l'on catégorise l'ensemble des agent·es sous l'appellation de fonctionnaires, mais derrière, ce sont des travailleuses et des travailleurs qui effectuent des métiers parfois difficiles, et dans des conditions salariales diverses. Des « *ouvriers de la fonction publique* » (agents de voirie) ou des infirmières jusqu'aux hauts fonctionnaires dans les cabinets ministériels, toutes et tous ont la même étiquette, mais pas les mêmes conditions de travail.

Dans leur livre, Julie Gervais, Claire Lemerrier et Willy Pelletier dénoncent l'usage de ce terme de « *fonctionnaire* », car ils considèrent que ce « *n'est qu'un mot* ». « *L'appellation, presque, vaut faux en écriture publique, tant elle unifie abusivement des professions disparates, des niveaux de revenus sans commune mesure, des tâches hétéroclites, des passés sociaux distincts, des trajectoires inégales, des avens propulsifs ou pas, des formes de vie et des soucis on ne peut plus divers.* » Cette appellation de « *fonctionnaire* » « *indifférencie et par là camoufle les oppositions* ».

Surtout, alimenter l'image négative et globalisante des

fonctionnaires a des conséquences, selon Willy Pelletier. « *Les fonctionnaires se retrouvent pris en étau, massacrés par en haut, détestés par en bas et détestés par eux-mêmes, dénonce le sociologue. Plus on va faire du “fonctionnaire bashing” et plus la légitimité des services publics s’effondrera, car il y aura de moins en moins de fonctionnaires, donc à la fin moins de protection par les services publics.* »

## Le RN en embuscade

Ces préjugés qui dénigrent les fonctionnaires sont partagés par le Rassemblement national (RN). Celui-ci soutient d’ailleurs les mesures proposées par le camp présidentiel pour répondre au supposé « *absentéisme* » des agent·es. Son président Jordan Bardella s’y est dit « *favorable* », à « *condition que les potentiels 900 millions d’euros qui seraient économisés puissent être utilisés pour financer des mesures en faveur du pouvoir d’achat* ».

La seule chose qui inquiète les ténors du RN, c’est que cette mesure ne rapporte pas assez. Le vice-président du parti, Sébastien Chenu, se disait même « *un peu dubitatif sur le financement, c’est-à-dire sur ce que ça rapporterait* ».

Cette alliance de circonstance entre le RN et les macronistes n’étonne pas Willy Pelletier, pour deux raisons. La première provient du profil des cadres du RN : « *Beaucoup viennent du privé ou sont des petits patrons, donc la détestation des fonctionnaires est un ciment symbolique.* »

La seconde raison vient, selon lui, du fait que « *les démolitions successives du service public reposent sur deux piliers : la recherche d’une rentabilité financière immédiate du service public et la caporalisations des agents à la façon des petits patrons* ». « *Sur ce second volet, poursuit le sociologue, le RN s’y retrouve, car mettre au garde-à-vous ou encore infuser la crainte, c’est le programme traditionnel de l’extrême droite.* »

Pourtant, le parti a réalisé en 2024 des scores élevés chez les fonctionnaires. Dans une note d’analyse, Luc Rouban, directeur de recherche du CNRS, constate que « *le RN a réuni 36 % des suffrages exprimés dans la fonction publique d’État (FPE), 39 % dans la fonction publique territoriale (FPT) et 41 % dans le versant hospitalier (FPH)* ».

Willy Pelletier craint également que la destruction des services publics que viennent aggraver les mesures d’austérité du gouvernement ne soit aussi un moteur supplémentaire pour l’extrême droite. Diminuer « *l’aide qu’apportent les services publics alimente encore la grande colère des milieux populaires qui nourrit le vote RN, lequel est un vote de vengeance sociale* ».

\*\*\*

**Julie Gervais, Claire Lemerrier et Willy Pelletier, *La Haine des fonctionnaires*, Amsterdam, 251 pages, 18 euros**

**Yannis Angles**